



Stephane TANGUY

Architecte DPLG
107, rue Molière 94200 Ivry-sur-Seine

Tel : 01 45 21 99 03
Fax : 09 70 61 63 26
stephane@agencetanguy.com
<http://www.agencetanguy.com>
SIRET : 449 330 158 00030



ACADEMIE NATIONALE DE MEDECINE

RÉHABILITATION À L'IDENTIQUE D'UNE PARTIE DES LOCAUX DE L'ACADÉMIE

DE MÉDECINE SITUÉS AU 3E ÉTAGE

16 rue Bonaparte
75006 PARIS 06

C.C.A.P.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Maître de l'ouvrage

ACADEMIE NATIONALE DE MEDECINE
16, rue Bonaparte
75272 PARIS 06

Maître d'Oeuvre

Agence TANGUY architecture
107, rue Molière
94200 IVRY SUR SEINE

1	LE MARCHE	p.3
2	FORME DU MARCHE	p.3
3	DOCUMENTS CONTRACTUELS	p.3
4	MONTANT DU MARCHE	p.3
5	SOUS-TRAITANCE	p.4
6	ATTESTATION TRAVAIL NON DISSIMULE	p.4
7	PLANNING D'INTERVENTION	p.4
8	REPRESENTATIONS DES PARTIES, COMMUNICATION ENTRE ELLES	p.4
9	DELAIS	p.5
10	PENALITES	p.5
11	TRAVAUX MODIFICATIFS	p.5
12	PAIEMENTS	p.6
13	HYGIENE SECURITE PROTECTION DE LA SANTE	p.6
14	DEPENSES D'INTERET COMMUN, COMPTE PRORATA	p.6
15	PREPARATION DE L'EXECUTION	p.6
16	RECEPTION	p.7
17	ASSURANCES	p.7
18	RESILIATION	p.7
19	TRIBUNAL COMPETENT	p.7

1 LE MARCHE

Objet du marché

Marché de travaux tout corps d'état

Nature des travaux :

Réhabilitation à l'identique d'une partie des locaux de l'Académie de Médecine situés au 3e étage

Lieu de construction :

16 rue Bonaparte - 75272 PARIS 06

Désignation des parties

Ce marché est conclu entre :

ACADEMIE NATIONALE DE MEDECINE

Représenté par : M. Daniel Couturier, Secrétaire perpétuel

Désigné ci après : Maître de l'ouvrage

Assistée pour la maîtrise d'œuvre:

Stéphane TANGUY

Architecte D.P.L.G – inscrit à l'Ordre des Architectes sous le numéro : 044455.

Siège : 107 rue molière – 94200 Ivry-sur-Seine. Tel : 01 45 21 99 03 - Fax : 09 70 61 63 26

Auquel est confiée une mission complète de maîtrise d'œuvre.

Et :

L'entreprise Adjudicataire

Désigné ci après : l'entrepreneur

2 FORME DU MARCHE

Le marché est de gré à gré entre les parties contractantes ci-avant désignées.

3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels constituant le marché sont :

- 1> L'acte d'engagement
- 2> Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- 3> L'ordre de Service d'exécution de travaux
- 4> Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- 5> Planning d'exécution des travaux
- 6> Plans et dessins
- 7> Le devis de l'entreprise suivant DQE
- 8> Les attestations d'assurances de l'entreprise
- 9> La Norme Française NFP 03.001 constituant le cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux travaux de bâtiment, (*pièce non jointe au marché*)
- 10> Les normes D.T.U, règles de l'art, Avis Techniques ou Agréments parus à la date de signature du présent marché. (*pièce non jointe au marché*)

En cas de contradiction avec certaines de ces pièces, il est spécifié que celles portant le plus petit numéro prévaudra.

Nota :

Le devis quantitatif estimatif de l'Entreprise n'est pas contractuel. Le devis de l'entreprise servira uniquement pour l'établissement et la vérification des situations mensuelles de paiement.

4 MONTANT DU MARCHÉ

Le marché est passé sur la base des devis proposés au maître d'ouvrage.

Le montant du présent marché est spécifié dans l'acte d'engagement (1) selon le devis entreprise annexée en pièce (7). Ce montant est soumis au taux de TVA suivant la législation en vigueur.

L'entrepreneur reconnaît formellement que les prix figurants sur ses devis, qu'il s'agisse de prix forfaitaires globaux ou de prix unitaires des bordereaux, tiennent compte :

- de toutes les prescriptions, garanties, sujétions, et obligations résultant de ce marché, y compris les impôts, taxes et redevances de toute nature existant à la date de signature de l'acte d'engagement.
- de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution des travaux notamment des circonstances locales, de la situation géographique du chantier (frais de transport du personnel, du matériel et des matériaux, indemnité de déplacement et de panier, surveillance du chantier, etc.).
- du bénéfice de l'entrepreneur.

La rémunération des travaux modificatifs acceptés par le maître d'ouvrage tient compte des mêmes éléments.

5 SOUS-TRAITANCE

Conformément à la norme NFP 03-001 (article 4,4 sous-traitance), l'entreprise peut (sauf avis contraire du maître d'ouvrage), sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché.

Toutefois, elle doit exécuter avec sa propre main-d'oeuvre une part significative des prestations correspondant à son (ses) activité (s) de base.

Conformément aux dispositions de la loi n° 751334 du 31 décembre 1975, l'entreprise principale doit faire accepter son (ou ses) sous-traitant (s) et faire agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le Maître d'Ouvrage.

Afin de faire accepter son sous-traitant et de faire agréer ses conditions de paiement, l'entreprise principale adresse au maître d'ouvrage une demande écrite de sous-traitance datée et signée indiquant :

- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- La nature des prestations sous-traitées et leur montant
- Les conditions de paiement prévues dans le contrat de sous-traitance

Important - conditions de paiement de l'entreprise sous-traitante : l'entreprise adjudicatrice qui entend sous-traiter une prestation, doit fournir au maître d'ouvrage une caution bancaire d'un montant égal à la prestation sous-traitée. Dans le cas contraire, il sera convenu d'un paiement direct entre l'entreprise sous-traitante et le maître d'ouvrage.

6 ATTESTATION TRAVAIL NON DISSIMULE

L'entreprise déclare et atteste sur l'honneur que tous ses salariés sont employés régulièrement au regard des articles L320 (Déclaration préalable à l'embauche), L143-3 et L143-2 du Code du Travail (Déclaration de bulletins de paie).

L'entreprise a pour obligation de renouveler tous les 6 mois cette attestation et d'en adresser une copie au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

7 PLANNING D'INTERVENTION

L'ensemble des opérations de travaux se dérouleront entre le 30/05/16 et le 12/08/16.

8 REPRESENTATIONS DES PARTIES, COMMUNICATION ENTRE ELLES

Présence aux rendez-vous de chantier

L'entrepreneur ou le mandataire commun ou le représentant unique est tenu d'assister aux rendez-vous de

chantier provoqués par le maître d'œuvre ou d'y déléguer un agent qui a pouvoir pour donner sur-le-champ les ordres nécessaires sur le chantier.

Le maître d'œuvre détermine en début de travaux le rythme des rendez-vous de chantier.

Le programme de participation de l'entrepreneur aux rendez-vous de chantier doit tenir compte du montant et de la nature des travaux.

Comptes-rendus

Les prescriptions contenues dans les comptes-rendus de réunions de chantier sont applicables sauf contestation écrite de la part de l'entrepreneur dans un délai de 8 jours à compter de leur réception, par dérogation à l'article 15.2.1 du CCAG.

Les comptes-rendus sont transmis soit par lettre, soit par télécopie, soit par courriel.

9 DELAIS

Calendrier prévisionnel général d'exécution

Le délai global d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement :

- Il tient compte des périodes de congés payés.
- Il ne tient pas compte de la période de préparation prévue à l'Ordre de Service par dérogation au CCAG.

Les délais d'exécution de chaque lot s'inscrivent dans le délai global d'exécution, conformément au calendrier prévisionnel général d'exécution. Ils partent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention.

Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages ou groupes d'ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre, pour chacun des lots la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Il est établi par le maître d'œuvre en concertation avec les entrepreneurs pendant la période de préparation sur le chantier.

Il doit s'inscrire dans les limites du planning prévisionnel général d'exécution. A défaut d'accord sur le calendrier détaillé, le planning prévisionnel devient contractuel.

10 PENALITES

Pénalités de retard

Passé le délai ci-avant défini, éventuellement prolongé de cas de force majeure, il sera appliqué l'article 9,5 de la norme NFP03,001, soit une pénalité journalière de 0,5% du montant HT de l'ensemble du marché par jour calendaire de retard. Par dérogation au CCAG, elle est appliquée sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et est plafonnée à 10,0 % du montant du marché.

Retenues en cours de travaux

En cas de constat par le maître d'œuvre de retards partiels en cours d'exécution des travaux, une retenue, dont le montant est égal à la pénalité définie au paragraphe précédent est appliquée sur la situation de la période où a été constaté le retard.

Les sommes ainsi retenues sont reversées à l'entrepreneur, en fin de travaux, s'il a respecté le délai global d'exécution. Sinon, ces retenues deviennent des pénalités de retard définitives.

Absence à une réunion

Toute absence non explicitée par un motif sérieux de l'entrepreneur à une réunion de chantier à laquelle il aura été dûment convoqué sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire de 80,00 € HT.

Retard dans la remise des documents

Tout retard dans la remise des documents par rapport aux délais prescrits par l'article 7.4 du CCAG (procès-verbaux de matériaux, plans d'exécution, notes de calculs, etc.) sera passible d'une pénalité de 80,00 € HT par jour calendaire de retard.

11 TRAVAUX MODIFICATIFS

Si les travaux modificatifs sont assimilables à des ouvrages prévus au marché ils seront réglés en utilisant les pris unitaires figurant dans la DPGF, dans le cas contraire, ils seront réglés sur la base de prix nouveaux à déterminer avant exécution à partir des mêmes bases que celles de la DPGF.

Les travaux modificatifs doivent faire l'objet d'un accord préalable écrit du maître d'ouvrage.

12 PAIEMENTS

Avance

Il sera consenti une avance à la commande, de 30% du montant total HT du Marché de gré à gré pour les entreprises en faisant la demande.

Retenue de garantie

Une retenue de garantie d'un montant de 5,0 % sur le montant HT du marché sera appliqué pendant 1 an après la réception des travaux.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une caution bancaire libérale au bout de 1 an, et équivalente au montant de 5 % du montant Hors Taxe du marché.

Les mémoires définitifs de l'entreprise seront présentés un mois plus tard après la réception des travaux.

A défaut, et passé ce délai, le maître d'oeuvre pourra procéder d'office à l'établissement des décomptes définitifs.

Modalité de règlement

Les acomptes et le mémoire définitif seront présentés sous la forme prescrite par le maître d'oeuvre.

Acomptes

Les acomptes correspondants ou situations mensuelles de travaux seront transmises en trois exemplaires par l'entreprise au Maître d'oeuvre selon avancement des travaux et échéancier entreprise, et devront être libellés au nom du mandat pour le compte du maître d'ouvrage.

Le Maître d'oeuvre s'engage à viser et transmettre les acomptes au Maître d'Ouvrage pour paiement, dans un délai de quinze jours à réception des situations transmises par l'entreprise.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à honorer les acomptes à l'entreprise dans un délai de quinze jours à réception de l'acompte visé par le Maître d'oeuvre.

Le Maître d'Ouvrage s'interdit de payer toute situation à l'entreprise non visée par le Maître d'oeuvre.

13 HYGIENE SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

Les obligations de l'entrepreneur sont définies à l'article 5 du CCAG.

14 DEPENSES D'INTERET COMMUN, COMPTE PRORATA

Les dispositions de l'article 14 du CCAG s'appliquent.

15 PREPARATION DE L'EXECUTION

Période de préparation-programme d'exécution des travaux

Une période de préparation de deux semaines est prévue à compter de la notification du marché et préalablement à la délivrance de l'ordre de service de démarrage des travaux signé par le maître d'ouvrage

Durant cette période, l'entrepreneur, y compris ses sous-traitants, devra établir et présenter, si il y a lieu, au visa du maître d'œuvre, les documents d'exécution des travaux.

Plans d'exécution -notes de calculs- études de détail

L'entrepreneur établira ou fera établir, s'il y a lieu, par les entrepreneurs spécialisées, tous dessins d'exécution, calepins, épures, tracés, détails, ainsi que toutes notes de calcul, notes explicatives et notes justificatives nécessaires à l'exécution des travaux.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de quinze jours pour donner son accord ou formuler ses observations.

Implantation

L'installation du chantier est assurée par le lot "Installation de chantier".

16 RECEPTION**Réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux.

L'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'ouvrage de la date à laquelle l'ensemble de ses travaux est achevé.

Postérieurement à cette information, la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 17 du CCAG.

Levées des réserves

Lorsque les procès verbaux de réception font état de réserves, par dérogation à l'article 17.2.5 l'entrepreneur dispose d'un délai fixé au procès verbal de réception (en accord avec le maître d'ouvrage) pour reprendre les travaux concernés.

17 ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils sont assurés. L'attestation de la compagnie d'assurance portant mention de l'étendue de la garantie est jointe au présent marché.

L'ensemble de ses attestations seront annexées en partie (7) Attestation d'assurance

18 RESILIATION

Le marché peut être résilié dans les conditions et formes définies à l'article 22 du CCAG.

19 TRIBUNAL COMPETENT

Les litiges sont portés devant les tribunaux du lieu d'exécution des travaux.